



Syrie : en finir avec une guerre sans fin

Par Michel Duclos, Ambassadeur de France en Syrie de 2006 à 2009, auteur d'une note pour l'Institut Montaigne

Paris, le 21 juin 2017 - « *Les frappes américaines du 6 avril dernier contre le régime de Bachar el-Assad en réaction à son attaque chimique sont susceptibles de représenter un tournant dans la guerre en Syrie. Elles permettent, dans un premier temps au moins, de rouvrir le dialogue russo-américain* ». Dans cette note, Michel Duclos, ancien Ambassadeur de France en Syrie, appelle la France et l'Europe à définir une stratégie claire pour permettre la résolution du conflit et engager la Syrie sur la voie d'une reconstruction politique durable.

1. Pourquoi s'emparer du sujet maintenant ?

Depuis 2011, la Syrie est le théâtre d'une terrible guerre ayant causé la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes et le déplacement de millions de réfugiés. D'une guerre civile, ce conflit a rapidement pris une dimension régionale, les principales puissances du Moyen-Orient s'y opposant à des degrés divers. Cet affrontement fait revivre une opposition Est-Ouest, renforcée depuis l'intervention militaire russe de 2015. L'émergence d'une terrible menace djihadiste sur le territoire syrien – représentée principalement par le Front al-Nosra (branche syrienne d'al-Qaïda) et l'État Islamique (EI) – a considérablement modifié l'équation politique du pays et a contribué à rendre moins plausible l'hypothèse d'un départ de Bachar al-Assad.

Les circonstances actuelles offrent peut-être une fenêtre d'opportunité pour progresser vers la paix, notamment pour quatre raisons :

- la Russie, même si elle peut être tentée par une formule de « conflit gelé » qu'elle applique en général dans son environnement proche, devrait avoir la préoccupation d'éviter un enlisement pour conforter les gains importants dans la région qui lui ont valu son engagement en Syrie ;
- après les frappes américaines du 6 avril dernier, il existe désormais une possibilité d'un réengagement américain : on ignore quelle sera la constance du président Donald Trump, mais son administration ne restera certainement pas indifférente à la percée actuelle de l'Iran aux côtés de Bachar al-Assad ;
- les lignes bougent sur le damier régional : la nouvelle posture américaine peut présenter une opportunité si elle conduit à un rééquilibrage maîtrisé entre les puissances sunnites et l'Iran ;
- enfin, si la priorité accordée par les États-Unis et leurs alliés au combat contre l'EI au cours des deux dernières années avait détourné l'attention de la question syrienne dans son ensemble, la perspective d'une « fin de partie » s'agissant de l'EI devrait relancer l'intérêt pour un règlement de la crise syrienne.

Il faut néanmoins rester lucide tant les défis à relever restent lourds.

2. Trois objectifs ambitieux pour tenter d'en finir avec cette guerre

- Les Occidentaux et leurs alliés (le noyau dur des pays membres de la coalition anti EI - États-Unis, Turquie, Arabie-Saoudite, France, Royaume-Uni - pourrait jouer un rôle moteur) doivent assumer la nécessité de l'application de la force tout en inscrivant leur agenda militaire dans une stratégie politique.
- Le dialogue russo-américain est un paramètre indispensable pour toute sortie de crise, mais il doit être complété par d'autres canaux, impliquant notamment les puissances régionales et l'Europe.

Les objectifs à atteindre par les Occidentaux et leurs alliés sont de deux ordres : aller au bout du combat contre l'EI et al-Qaïda et contraindre le régime d'Assad à entrer enfin dans une logique de transition.

3. Quelle stratégie pour y parvenir ?

Pour atteindre ces objectifs, Michel Duclos propose six voies d'action.

1. Mener à bien l'offensive sur Raqqa et gérer ses conséquences. Il est urgent de définir un mode de gouvernance post-libération qui ne soit pas perçu par la population locale comme à la solde des Kurdes, du régime syrien ou de l'Iran. Par ailleurs, la prise de Raqqa n'a de sens que si elle est suivie d'une libération de l'ensemble de la vallée de l'Euphrate.

2. Constituer une force de stabilisation issue de la rébellion arabe sunnite : c'est une nécessité à court terme pour assurer la sécurisation des zones libérées de l'EI.

3. Insister sur la recherche d'un cessez-le-feu sur l'ensemble du territoire. Sans suspension des hostilités, il y a peu de chance que les négociations sur la transition prennent un véritable essor. Les États-Unis et leurs alliés devraient reprendre la discussion avec la Russie à ce sujet en mettant sur la table l'offre de moyens techniques permettant une vérification, voire un dispositif de sanction en cas de rupture de cessez-le-feu, à la fois à l'égard de l'opposition et du régime.

4. Crédibiliser la protection des populations civiles. Les frappes du 6 avril pourraient être utilisées comme un précédent à caractère dissuasif à l'égard des formes de violence les plus brutales contre la population. D'autres pays que les États-Unis pourraient envisager d'y participer.

5. Intensifier le dialogue stratégique avec la Russie. Ce dialogue pourrait porter sur les quatre points précédents. Il devrait également aborder la question des milices étrangères et du combat à mener contre al-Qaïda.

6. Repenser le mécanisme de la transition en optant notamment pour un processus par phases et en associant davantage la société civile syrienne, d'une part, et les États de la région, d'autre part.

4. Quel rôle pour la France ?

Notre participation militaire à la coalition anti-EI peut donner à la France un certain crédit auprès des États-Unis.

Le président de la République doit faire face à trois choix principaux :

- un choix sur le degré de priorité à accorder à la question syrienne. Ce conflit doit garder une importance absolument majeure, en raison de ses conséquences sur les intérêts de sécurité intérieure des pays européens (terrorisme, réfugiés), mais aussi en raison de sa portée géopolitique ;

- un choix sur les moyens : si l'on veut peser sur les arrangements de sécurité (modalités pour un ou des cessez-le-feu par exemple) ou sur les modes de gouvernance post-EI, sans doute faut-il accroître notre capacité d'expertise sur le terrain (renseignement, moyens techniques, contacts avec la société civile, forces spéciales, drones etc.). Sur les aspects militaires, un renforcement éventuel doit s'inscrire dans le cadre d'une réévaluation d'ensemble de nos engagements extérieurs ;
- un choix sur la stratégie. Le président de la République et le gouvernement pourraient se fixer quatre objectifs majeurs :
 - aider l'administration américaine à arrêter une stratégie ambitieuse et réaliste ;
 - inciter Moscou dans le nouveau contexte d'un réengagement américain, à pousser le régime d'Assad à entrer dans le jeu de la négociation en vue de la transition ;
 - contribuer à une plus grande unité de vues et d'action entre Européens (notamment entre Français et Allemands) ;
 - tirer parti de sa capacité de médiation entre les acteurs régionaux.

5. Quel rôle pour l'Europe ?

Malgré les lignes de fractures que l'on observe dans les positions des différents États membres, l'Union européenne pourrait jouer un rôle dans la résolution du conflit syrien.

Elle devrait :

- accroître l'aide aux réfugiés ;
- soutenir la reconstruction dans les zones libérées de l'EI ;
- favoriser une évolution de la politique régionale de l'Iran afin de trouver des solutions régionales permettant de soustraire la Syrie du futur aux rivalités régionales dont la confrontation entre chiites et sunnites (Iran/Arabie Saoudite).

Biographie de Michel Duclos

Ancien élève de l'ENA, Michel Duclos a été directeur-adjoint du Centre d'Analyse et de Prévision du Ministère des Affaires étrangères (1984-1987), ambassadeur au COPS à Bruxelles de 2000 à 2002, représentant permanent-adjoint de la France auprès des Nations Unies de 2002 à 2006, Ambassadeur de France en Syrie de 2006 à 2009, puis en Suisse de 2012 à 2014.

*Nous vous attendons sur [Twitter](#), [Facebook](#) et sur [Instagram](#)
Inscrivez-vous à [notre newsletter](#)*

Contact presse :
Institut Montaigne
Lara Oliveau, Chargée de communication
01 53 89 05 73 – loliveau@institutmontaigne.org

À propos de l'Institut Montaigne

Association à but non lucratif, l'Institut Montaigne est un laboratoire d'idées créé en 2000. Il élabore des propositions concrètes autour de quatre axes de politiques publiques : action publique, cohésion sociale, compétitivité et finances publiques. Adressés aux pouvoirs publics, ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche ouverte sur les comparaisons internationales, rigoureuse et critique. L'Institut Montaigne réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons très divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 2 % d'un budget annuel de 3 millions d'euros. À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne, think tank pionnier en France, souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.